

## Texte proposé en interne à SLL en Mai 2003

To: sauver@yahoogroupes.fr  
From: MichelDelord <micheldelord@wanadoo.fr>  
Date: Wed, 21 May 2003 16:54:23 +0200  
Subject: [sauver] Minimum

Bonsoir

On voit qu'il y a des divergences d'appréciation sur les déclarations du ministre actuel (comme il y en avait eu par rapport à Chevènement) qui font perdre un temps fou pour y répondre et qui ne permette pas de se consacrer à ce qui devrait être l'activité centrale d'un organisme pédagogique : proposer un programme qui se tient par rapport à ceux débilés qui nous sont proposés.

Je propose infra que l'on tente de définir des critères MINIMUM très nets pour apprécier la valeur de la politique d'un ministère de l'éducation en fonction (pour un mouvement politique dans l'opposition, c'est un peu plus complexe et il faut en demander plus), et plus précisément pour que l'on en soit au stade où l'on puisse opposer des faits à des faits (j'y reviendrai plus bas). Je précise tout de suite que je ne fais pas du purisme politique car j'ai pris contact directement ou indirectement successivement avec Allègre, Lang, Chirac et Darcos, que je n'ai absolument pas hésité à prendre contact avec les mouvements qu'ils soient de droite, de gauche, etc. en essayant si possible d'organiser des réunions avec eux pour exposer l'analyse que je faisais de la situation. Mais le fait d'exposer des positions n'a aucun lien avec une quelconque analyse de leur action (il s'agit simplement qu'ils ne puissent pas dire qu'ils n'étaient pas au courant): si on veut que les programmes restent nationaux, il faudra toujours s'adresser au pouvoir national en place quel que soit sa couleur et sa politique.

a) Il reconnaît qu'il y a une chute des capacités des élèves sur l'arithmétique et la maîtrise du français au sortir du primaire (avec évaluation précise, chiffrée, ce qui n'est pas absolument pas le cas du ministère actuel puisque, par exemple, Ferry ne cite qu'une partie l'évaluation du Certif et sur des chiffres truqués)

b) Il définit un niveau de connaissances à posséder en fin de CM2

1) des connaissances en arithmétique comme base de l'enseignement des mathématiques, de la physique et plus généralement de "modélisation de la réalité" : l'ensemble des opérations sur les nombres et les fractions, la maîtrise du système métrique, ainsi que la connaissance des objets géométriques et des opérations permettant de calculer les aires et les volumes des pavés, prismes et cylindres (la seule formule admise et non démontrée - au sens du primaire - étant celle du périmètre du cercle).

2) en français à vous de voir mais il me semble que la \*véritable\* possession de points de grammaire et de conjugaisons précis implique en fait une bonne maîtrise de la langue écrite (ça peut à mon avis se faire assez simplement en prenant des connaissances essentielles du programme de 23 : c'est une autre paire de manches d'expliquer comment les enseigner)

c) il s'engage à tester par quel pourcentage de la population scolaire ces connaissances sont acquises (on a un point de repère historique avec 1922 même si l'on devait relativiser certains aspects)

Tant que ces points ne sont pas acquis (c'est-à-dire avancés publiquement), il est impossible de dire qu'il y a une possibilité d'avancer (y compris s'il y avait un programme parfait du secondaire car il serait incompréhensible pour l'écrasante majorité des élèves. Je pense ne pas avoir besoin de prouver que je m'intéresse aussi au contenu des programmes du secondaire).

Ces points sont minimum (en maths par exemple, il y a aussi tout un développement à faire, qui est central, sur la notion de nombre) mais ils me semblent, tout bien analysé par rapport au contexte, constituer une ligne de démarcation suffisante (C'est-à-dire que je ne m'entende plus dire : "*Vous devez être content à SLL avec les déclarations de Luc Ferry*".)

Je pense donc qu'actuellement, on ne peut pas opposer ce qui est dit à ce qui est fait\* pour plusieurs types de raisons

1) les déclarations sont des faits

2) avant qu'il y ait des faits, il faut des déclarations

3) la question est donc le contenu des déclarations faites et je pense que celles qui sont faites, comme celles de Chevènement, ne peuvent servir de point d'appui car elles ne portent pas sur les contenus enseignés.

Une fois ceci acquis, on pourra commencer à parler de faits et d'opposition entre des engagements et des faits : par exemple, sur la composition des commissions chargées de rédiger des programmes ou sur le contenu des tests à effectuer.

1) A mon sens, ceci n'est pas facilement récupérable (même si tout peut se récupérer en effet) ni par la droite ni par la gauche.

2) tant qu'on se limite à la question de "l'élève au centre", de la "pédagogie de projet" (les critiques la dessus ne sont pas inutiles mais doivent servir non pas à y rester mais à nous déblayer le terrain pour que l'on ne nous embête pas lorsque nous disons que l'essentiel, ce sont les contenus), on induit l'idée que l'on pourrait définir une "bonne école" hors de la question des programmes, position qui n'est pas sans parenté avec l'idée de gestion managériale, avec la langue de bois politique ou avec le fait qu'on pourrait remplacer les contenus par des méthodes, ce qui nous place en porte à faux par rapport à ceux qui pratiquent ce type de politique.

3) les questions pédagogiques doivent être traitées historiquement\*\* et l'on a la chance de pouvoir le faire en France car on a probablement le plus grand corpus historique sur la pédagogie montrant que cette pédagogie a été de plus en plus efficiente.

Bien sur, cela demanderait des développements.

Michel

\* [Je fais référence à la préparation de l'article : "*Luc Ferry : quand dire, ce n'est pas faire*" <http://www.sauv.net/ferrydire.php> . - Avril 2005 MD]

\*\* Par exemple, la tarte à la crème sur la tête bien pleine ou la tête bien faite n'a absolument pas le même sens lorsque c'est Marion qui l'emploie en 1870 ou Meirieu en 1995.